

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202952]

4 AVRIL 2019. — Arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière d'innovation, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche,

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 1^{er}, § 3, 1^o, 3^o et 4^o, 2, alinéa 1^{er}, 6, § 1^{er}, alinéa 3, et § 2, alinéas 1^{er} et 2, 1^o et 2^o, 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéas 1^{er} et 3, 1^o et 2^o, 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, 10, § 2, alinéas 1^{er} et 2, et § 3, alinéa 1^{er}, 11, 12, 14, alinéas 1^{er}, 1^o, 2^o, 3^o, 5^o et 6^o, et 2, 37 et 38, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, les articles 5, 6, 7, 20 et 22;

Vu le rapport du 12 décembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mars 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 5 février 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté ministériel, l'on entend par :

1^o le décret du 21 décembre 2016 : le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

2^o l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 relatif portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

3^o le SPW EER : le Service Public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche;

4^o la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, du décret du 21 décembre 2016, accessible à l'adresse www.cheques-entreprises.be

5^o l'entreprise : l'entreprise définie à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret du 21 décembre 2016 et ne relevant pas des secteurs suivants :

a) le secteur de la pêche et l'aquaculture (code NACE-BEL : 03.);

b) le secteur de la production primaire de produits agricoles (code NACE-BEL : 01.1 à 01.5).

6° le règlement (UE) n° 1303/2013 : le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, et les actes délégués qui en découlent;

7° le règlement (UE) n° 1301/2013 : le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi », et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006;

8° les documents de programmation : le Programme opérationnel et le Complément de programmation du PO FEDER « Wallonie-2020.EU » disponibles sur le site <http://europe.wallonie.be>

Art. 2. § 1^{er}. Les aides octroyées dans le cadre du présent arrêté concernent le portefeuille intégré relatif à la thématique de l'« innovation ». Cette thématique est composée de deux chèques :

1° le chèque technologique;

2° le chèque « propriété intellectuelle ».

§ 2. Les dossiers relatifs à l'aide du portefeuille intégré sont traités par les agents de niveau A, B, C ou D tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, désignés par le directeur général du SPW EER.

La décision de recevabilité de paiement, du contrôle et du recouvrement de l'aide du portefeuille intégré relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général du SPW EER.

CHAPITRE II. — *Dispositions communes aux chèques de la thématique « innovation »*

Art. 3. La demande de chèque de l'entreprise, générée par la plateforme, est datée et signée.

La convention entre l'entreprise et le prestataire de services, générée par la plateforme, est datée et signée et peut être complétée par des éléments spécifiques à l'aide sollicitée déterminés par le SPW EER.

L'attestation *de minimis*, téléchargeable sur la plateforme, est datée et signée, et également jointe à la convention.

Le rapport de prestations, généré par la plateforme, est daté et signé et peut être complété par des éléments spécifiques à l'aide sollicitée déterminés par la DGO6.

L'entreprise joint à la convention l'attestation PME téléchargeable sur la plateforme datée et signée.

Art. 4. Le pourcentage de l'aide relative aux coûts admissibles des chèques « innovation » est de septante cinq pourcent.

Le montant total de l'intervention publique octroyée par bénéficiaire sur trois années dans le cadre des chèques « innovation » est limité à 90.000 euros.

Art. 5. En cas d'épuisement des crédits budgétaires ou d'arrêt du financement visé aux articles 6, § 1^{er}, alinéa 2 et 9, § 1^{er}, alinéa 2, le pourcentage de l'aide prévu aux articles 6, § 4 et 9, § 4, est ramené à cinquante pourcents.

CHAPITRE III. — *Chèque technologique*

Art. 6. § 1^{er}. Le chèque technologique a pour finalité de renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation en favorisant les investissements des entreprises dans la recherche et le développement, en développant des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et de développement et le secteur de l'enseignement supérieur.

Le chèque technologique fait l'objet d'un cofinancement européen dans le cadre du Fonds européen de développement régional (FEDER). Celui-ci est régi par le règlement (UE) n° 1303/2013, le règlement (UE) n° 1301/2013 et les documents de programmation.

Les coûts admissibles couverts par le chèque technologique relèvent des piliers « conseil » et « coaching » du portefeuille électronique de l'entreprise.

§ 2. Les types de coûts admissibles au travers du chèque technologique sont les coûts relatifs :

1° à la phase exploratoire :

a) guidance technologique élargie, sauf numérique;

b) essais, calculs et analyses préliminaires;

2° à la phase de faisabilité technique :

a) réalisation en tout ou partie d'un cahier des charges en vue de la conception ou de l'adaptation de produits, procédés et services ainsi que l'assistance au choix d'un ou de plusieurs prestataires;

b) validation du procédé, produit ou service développé via la réalisation d'essais et d'analyses, de bilans énergétiques, l'élaboration de méthodes de contrôle spécifiques, l'optimisation de protocoles d'essais et leur validation;

c) réalisation de prototype en vue de la réalisation de tests en laboratoire;

d) travaux de recherches liés à l'adaptation des résultats aux spécificités de l'entreprise dans le cas de transfert de technologie;

3° à la phase de développement de nouveaux produits, procédés et services :

a) réalisation d'études d'évaluation du cycle de vie des nouveaux produits et d'impact en termes de développement durable des procédés, produits et services développés;

b) accompagnement pour la préparation de l'industrialisation : soutien à l'élaboration du cahier des charges techniques, à la conception de flow-sheet de production et schéma d'implantation technique, à la conception du packaging.

Les prestations s'inscrivent totalement dans la stratégie de spécialisation intelligente (S3) approuvée par le Gouvernement wallon le 3 septembre 2015.

Les projets sélectionnés contribuent aux résultats attendus de la mesure 2.2.1.2 du Programme Opérationnel FEDER 2014-2020.

L'impact positif potentiel tant sur les acteurs de l'entreprise que sur les performances de celle-ci en termes soit de compétitivité, d'innovation, de développement durable ou d'égalité des chances est à démontrer par le bénéficiaire.

Une priorité est accordée aux projets dont les résultats ou les retombées mesurables s'inscrivent dans le cours ou le moyen terme, sans excéder la durée de la programmation.

§ 3. Les coûts admissibles visés au paragraphe 2 ne peuvent pas être identiques ou récurrents.

Les prestations de services relatifs aux coûts admissibles visés au paragraphe 2 sont réalisées dans les douze mois à dater de la recevabilité du dossier.

Toute prestation supérieure à 4.000 euros fait l'objet d'un devis détaillé annexé à la demande. Dans ce cas, le rapport de prestations contient les principales tâches réalisées, avec le timesheet, et les résultats atteints détaillés.

§ 4. L'aide représente septante-cinq pourcent du montant total des coûts admissibles et le montant maximal de l'intervention publique dans la prise en charge des coûts admissibles visés au paragraphe 2 est de 45.000 euros, par période de trois années et par entreprise.

§ 5. Sont exclus des coûts admissibles :

- 1° les mesures ou essais récurrents;
- 2° la mise en conformité de produits, procédés ou services développés;
- 3° les mesures ou essais pour des produits qui ne sont pas propres au bénéficiaire;
- 4° les mesures ou essais qui ne sont pas facturés au prix du marché.

Art. 7. § 1^{er}. Les prestataires de services, dont la liste est disponible sur la plateforme, sont soit :

1° des centres de recherche agréés au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie;

2° des centres de recherche disposant d'une personnalité juridique distincte, qui dépend d'une ou plusieurs hautes écoles visées par le décret du Conseil de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles ou par le décret du Conseil de la Communauté germanophone du 27 juin 2005 portant création d'une haute école autonome.

Conformément à l'article 10 du décret du 21 décembre 2016 et aux articles 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, seuls les prestataires labellisés par le SPW EER, après avis du centre de référence, peuvent réaliser les prestations pour le chèque technologique.

Le prestataire peut sous-traiter certaines parties de la prestation uniquement si elles sont nécessaires à la bonne réalisation de celle-ci et s'il n'est pas en mesure de la réaliser lui-même. Les parties sous-traitées ne peuvent pas représenter plus de quinze pourcent du prix de la prestation. Le prestataire élabore, tout au long de la prestation, une documentation qui lui permette d'en attester la réalisation complète et conforme.

Art. 8. § 1^{er}. Le prestataire tient une comptabilité générale et analytique de ses activités qui permet, pour toute prestation couverte par un ou plusieurs chèques technologiques, d'identifier l'origine, au niveau du client ou du bailleur de fonds, ainsi que l'affectation, au niveau de la prestation, de chacun des produits enregistrés.

§ 2. Le prestataire répond favorablement et dans un délai raisonnable à toute demande des autorités de contrôle du dispositif de chèques technologiques. Sur demande de ces autorités, il accueille gracieusement dans ses installations des séances de contrôle portant sur un ensemble de dossiers où il réalise ou a réalisé les prestations.

§ 3. Le prestataire conserve tous les documents, comptables ou autres, relatifs aux dossiers de chèques technologiques où il a réalisé les prestations, aussi longtemps que la SPW EER ne l'a pas explicitement libéré de l'obligation de les conserver.

CHAPITRE IV. — Chèque « propriété intellectuelle »

Art. 9. § 1^{er}. Le chèque « propriété intellectuelle » a pour finalité de favoriser l'utilisation de l'information relative aux brevets, scientifique et stratégique, à des fins de développement technologique.

Ce chèque fait l'objet d'un cofinancement européen dans le cadre du Fonds européen de développement régional (FEDER). Celui-ci est régi par le règlement (UE) n° 1303/2013, le règlement (UE) n° 1301/2013 et les documents de programmation.

Les coûts admissibles couverts par le chèque « propriété intellectuelle » relèvent du pilier « conseil » du portefeuille électronique de l'entreprise.

§ 2. Les types de coûts admissibles au travers du chèque « propriété intellectuelle » sont les coûts relatifs :

- 1° à la recherche de nouveauté à finalité de brevetabilité;
- 2° à la recherche à finalité de liberté d'exploitation;
- 3° à la recherche pour opposition;
- 4° à l'état de l'art;
- 5° à la cartographie brevet;
- 6° à la mise en place d'une veille technologique.

Concernant le 1°, la recherche est menée avant le dépôt d'une demande de brevet et permet de déterminer si l'invention est brevetable et si l'invention a été divulguée avant une date critique. Cette recherche consiste à déterminer l'état de la technique avec une intervention publique maximale de 3.000 euros par prestation.

Concernant le 2°, la recherche vise à vérifier si un produit ou un procédé est libre d'exploitation sur le marché. Elle est réalisée au moment où la caractérisation technique du produit, du procédé, de la composition, etc. est arrêtée idéalement juste avant la mise sur le marché. L'intervention publique maximale est de 6.000 euros par prestation.

Concernant le 3°, la recherche vise à identifier des documents susceptibles d'antérioriser l'invention protégée par un brevet délivré. Elle vise donc à invalider les revendications par rapport à l'état de la technique avec une intervention publique maximale de 6.000 euros par prestation.

Concernant le 4°, il s'agit d'une recherche complète de tous les brevets et documents de la littérature (hors brevets). La recherche ne se focalise pas sur une seule invention, mais rassemble toutes les références qui ont trait à un domaine technique donné avec une intervention publique maximale de 3.000 euros par prestation.

Concernant le 5°, il s'agit d'une analyse en profondeur de références brevets et non brevets visant à supporter la prise de décisions stratégiques en matière de business avec une intervention publique maximale de 7.500 euros par prestation.

Concernant le 6°, il s'agit de l'étape de construction d'une veille technologique incluant les brevets et adaptée au business de l'entreprise demandeuse sans pour autant en assurer le suivi avec une intervention publique maximale de 1.500 euros par prestation.

Les prestations s'inscrivent totalement dans la stratégie de spécialisation intelligente (S3) approuvée par le Gouvernement wallon le 3 septembre 2015.

Les projets sélectionnés contribuent aux résultats attendus de la mesure 2.2.1.2 du Programme Opérationnel FEDER 2014-2020.

L'impact positif potentiel tant sur les acteurs de l'entreprise que sur les performances de celle-ci en termes soit de compétitivité, d'innovation, de développement durable ou d'égalité des chances est à démontrer par le bénéficiaire.

Une priorité est accordée aux projets dont les résultats ou les retombées mesurables s'inscrivent dans le cours ou le moyen terme, sans excéder la durée de la programmation.

§ 3. Les coûts admissibles visés au paragraphe 2 ne peuvent pas être identiques ou récurrents.

Les prestations de services relatifs aux coûts admissibles visés au paragraphe 2 sont réalisées dans les six mois à dater de la recevabilité du dossier.

Toute prestation supérieure à 4.000 euros fait l'objet d'un devis détaillé annexé à la demande. Dans ce cas, le rapport de prestations contient les principales tâches réalisées, avec le timesheet, et les résultats atteints détaillés.

§ 4. L'aide représente septante-cinq pourcent du montant total des coûts admissibles et le montant maximal de l'intervention publique dans la prise en charge des coûts admissibles visés au paragraphe 2 est de 45.000 euros, par période de trois années et par entreprise.

Art. 10. Les prestataires de services sont soit :

1° l'Office belge de la propriété intellectuelle (OPRI);

2° un Centres d'information brevets ou PATent LIBrary (PATLIB);

3° un mandataire agréé en matière de brevets d'invention;

4° un spécialiste de l'information brevet (*Prior Experience Recognition*) reconnu par l'Office européen des brevets (OEB).

Conformément à l'article 10 du décret du 21 décembre 2016 et aux articles 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, seuls les prestataires labellisés par le SPW EER, après avis du centre de référence, peuvent réaliser les prestations pour le chèque « propriété intellectuelle ».

Le prestataire de service ne peut pas sous-traiter la prestation et élabore, tout au long de la réalisation de la prestation, une documentation qui lui permet d'en attester la réalisation complète et conforme.

Art. 11. § 1^{er}. Le prestataire tient une comptabilité générale et analytique de ses activités qui permet, pour toute prestation couverte par un ou plusieurs chèques « propriété intellectuelle », d'identifier l'origine, au niveau du client ou du bailleur de fonds, ainsi que l'affectation, au niveau de la prestation, de chacun des produits enregistrés.

§ 2. Le prestataire répond favorablement et dans un délai raisonnable à toute demande des autorités de contrôle du dispositif de chèques « propriété intellectuelle ». Sur demande de ces autorités, il accueille gracieusement dans ses installations des séances de contrôle portant sur un ensemble de dossiers où il réalise ou a réalisé les prestations.

§ 3. Le prestataire conserve tous les documents, comptables ou autres, relatifs aux dossiers de Chèques propriété intellectuelle où il a réalisé les prestations, aussi longtemps que la SPW EER ne l'a pas explicitement libéré de l'obligation de les conserver.

CHAPITRE V. — *Disposition finale*

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 8 avril 2019.

Namur, le 4 avril 2019.

P.-Y. JEHOLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202952]

4. APRIL 2019 — Ministerieller Erlass zur Teilausführung im Bereich der Innovation des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio

Der Minister für Wirtschaft und Forschung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 1 § 3 Ziffern 1, 3 und 4, Artikel 2 Absatz 1, Artikel 6 § 1 Absatz 3 und § 2 Absätze 1 und 2 Ziffern 1 und 2, Artikel 7 § 1 Absatz 1 und § 2 Absätze 1 und 3 Ziffern 1 und 2, Artikel 9 § 1 Absatz 1 und § 2, Artikel 10 § 2 Absätze 1 und 2 und § 3 Absatz 1, Artikel 11, Artikel 12, Artikel 14 Absatz 1 Ziffern 1, 2, 3, 5 und 6 und Absatz 2, Artikel 37 und Artikel 38 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, Artikel 5, 6, 7, 20 und 22;

Aufgrund des Berichts vom 12. Dezember 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 31. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 15. März 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 5. Februar 2019 beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Ministeriellen Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 21. Dezember 2016: das Dekret vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

3° ÖDW WBF: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

4° Internetplattform: die webbasierte Anwendung nach Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016, die unter www.cheques-entreprises.be zugänglich ist;

5° Unternehmen: das Unternehmen im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 21. Dezember 2016, das nicht zu den folgenden Sektoren gehört:

a) Fischerei und Aquakultur (NACE-BEL Code: 03);

b) Primärerzeugung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen (NACE-BEL Code: 01.1 bis 01.5).

6° Verordnung (EU) Nr. 1303/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates, und die sich daraus ergebenden delegierten Rechtsakte;

7° Verordnung (EU) Nr. 1301/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1301/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung und mit besonderen Bestimmungen hinsichtlich des Ziels "Investitionen in Wachstum und Beschäftigung" und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1080/2006;

8° Programmplanungsdokumente: das operationelle Programm und die Ergänzung zur Programmplanung des operationellen EFRE-Programms "Wallonie-2020.EU", die auf der Website <http://europe.wallonie.be> verfügbar sind.

Art. 2 - § 1. Die im Rahmen des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfen betreffen das integrierte Portfolio in Bezug auf das Themenfeld "Innovation". Dieses Themenfeld besteht aus zwei Schecks:

1° dem Technologie-Scheck;

2° dem Scheck "geistiges Eigentum".

§ 2. Die Akten über Beihilfen aus dem integrierten Portfolio werden von den Bediensteten der Stufe A, B, C oder D im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes bearbeitet, die vom Generaldirektor des ÖDW WBF bestellt worden sind.

Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung von Beihilfen aus dem integrierten Portfolio unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der vom Generaldirektor des ÖDW WBF bestellt worden ist.

KAPITEL II — Gemeinsame Bestimmungen für die Schecks aus dem Themenfeld "Innovation"

Art. 3 - Der aus der Plattform entstandene Scheckantrag des Unternehmens wird datiert und unterzeichnet.

Die aus der Plattform entstandene Vereinbarung zwischen dem Unternehmen und dem Diensteanbieter wird datiert und unterzeichnet und kann um vom ÖDW WBF bestimmte, für die beantragte Beihilfe spezifische Angaben ergänzt werden.

Die *De-minimis*-Bescheinigung, die auf der Plattform heruntergeladen werden kann, wird datiert und unterzeichnet, und der Vereinbarung ebenso beigefügt.

Der aus der Plattform entstandene Leistungsbericht wird datiert und unterzeichnet und kann um von der OGD6 bestimmte, für die beantragte Beihilfe spezifische Angaben ergänzt werden.

Das Unternehmen fügt der Vereinbarung die datierte und unterzeichnete KMU-Bescheinigung bei, die auf der Plattform heruntergeladen werden kann.

Art. 4 - Der Prozentsatz der Beihilfe in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten der Schecks "Innovation" entspricht fünfundsiebzig Prozent.

Der Gesamtbetrag der öffentlichen Beteiligung, die pro Leistungsempfänger über drei Jahre im Rahmen der Schecks "Innovation" gewährt wird, wird auf 90.000 Euro begrenzt.

Art. 5 - Im Falle einer Ausschöpfung der Haushaltsmittel oder einer Einstellung der in den Artikeln 6 § 1 Absatz 2 und 9 § 1 Absatz 2 genannten Finanzierung wird der in den Artikeln 6 § 4 und 9 § 4 vorgesehene Prozentsatz auf fünfzig Prozent herabgesetzt.

KAPITEL III — Technologie-Scheck

Art. 6 - § 1. Ziel des Technologie-Schecks ist es, durch die Förderung der Investitionen der Unternehmen in Forschung & Entwicklung und den Aufbau von Verbindungen und Synergien zwischen Unternehmen, Forschungs- und Entwicklungszentren und dem höheren Unterrichtswesen die Forschung, die technologische Entwicklung und die Innovation zu verstärken.

Der Technologie-Scheck ist Gegenstand einer europäischen Mitfinanzierung im Rahmen des Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE). Dieser wird durch die Verordnung (EU) Nr. 1303/2013, die Verordnung (EU) Nr. 1301/2013 und die Programmplanungsdokumente geregelt.

Die beihilfefähigen Kosten, die mit dem Technologie-Scheck gedeckt werden, fallen unter die Pfeiler "Beratung" und "Coaching" des elektronischen Portfolios des Unternehmens.

§ 2. Die mittels des Technologie-Schecks beihilfefähigen Kosten sind solche in Bezug auf:

1° die Sondierungsphase:

- a) erweiterte technologische Beratung (mit Ausnahme der digitalen Technologie);
- b) anfängliche Versuche, Berechnungen und Analysen;

2° die Phase der technischen Durchführbarkeit:

- a) Erstellung eines Lastenheftes (teilweise oder ganz) zwecks des Entwurfs und/oder der Anpassung von Produkten, Prozessen und Dienstleistungen sowie Unterstützung bei der Wahl eines oder mehrerer Diensteanbieter;
- b) Validierung des Prozesses, des Produktes oder der Dienstleistung, der/das/die entwickelt wurde, mittels der Durchführung von Versuchen und Analysen, Energiebilanzen, der Ausarbeitung von spezifischen Kontrollverfahren, der Optimierung von Testprotokollen und ihrer Validierung;
- c) Herstellung von Prototypen zwecks der Durchführung von Labortests;
- d) Forschungsarbeiten in Verbindung mit der Anpassung der Ergebnisse an die Besonderheiten des Unternehmens im Falle eines Technologietransfers;

3° die Phase der Entwicklung neuer Produkte, Prozesse und Dienstleistungen:

- a) Durchführung von Studien zur Bewertung des Lebenszyklus der neuen Produkte und zur Folgenabschätzung hinsichtlich der Nachhaltigkeit der entwickelten Prozesse, Produkte und Dienstleistungen;
- b) Betreuung im Rahmen der Vorbereitung der Industrialisierung: Unterstützung bei der Ausarbeitung des technischen Lastenheftes, bei der Entwicklung von Produktionsflussdiagrammen und technischen Aufstellungsschemen, bei dem Entwurf der Verpackungsabläufe.

Die Leistungen reihen sich vollständig in die Strategie der intelligenten Spezialisierung (S3) ein, die am 3. September 2015 von der Wallonischen Regierung genehmigt wurde.

Die ausgewählten Projekte tragen zu den erwarteten Ergebnissen der Maßnahme 2.2.1.2 des operationellen Programms EFRE 2014-2020 bei.

Die potentiellen positiven Auswirkungen sowohl auf die Akteure des Unternehmens als auch auf dessen Leistungen in Sachen Wettbewerbsfähigkeit, Innovation, Nachhaltigkeit oder Chancengleichheit müssen vom Leistungsempfänger nachgewiesen werden.

Der Vorrang wird den Projekten gegeben, deren Ergebnisse oder messbare Auswirkungen kurz- oder mittelfristiger Art sind, ohne die Dauer der Programmplanung zu überschreiten.

§ 3. Bei den beihilfefähigen Kosten nach § 2 darf es sich nicht um identische oder wiederkehrende Kosten handeln.

Die Dienstleistungen in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten nach § 2 werden binnen zwölf Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht.

Jede Leistung im Wert von über 4.000 Euro ist Gegenstand eines dem Antrag beigefügten ausführlichen Kostenanschlags. In diesem Fall enthält der Leistungsbericht die ausgeführten Hauptaufgaben samt Timesheet sowie die detaillierten Ergebnisse, die erzielt worden sind.

§ 4. Die Beihilfe entspricht fünfundsiebzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Kosten und der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten nach § 2 beläuft sich auf 45.000 Euro je Dreijahreszeitraum und Unternehmen.

§ 5. Von den beihilfefähigen Kosten werden ausgeschlossen:

- 1° wiederkehrende Messungen oder Versuche;
- 2° die Angleichung von entwickelten Produkten, Prozessen oder Dienstleistungen an die Normen;
- 3° Messungen oder Versuche für Produkte, die für den Leistungsempfänger nicht spezifisch sind;
- 4° Messungen oder Versuche, die nicht zum Marktpreis abgerechnet werden.

Art. 7 - § 1. Die Diensteanbieter, deren Liste auf der Plattform zur Verfügung steht, sind:

1° entweder zugelassene Forschungszentren im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie;

2° oder Forschungszentren mit getrennter Rechtspersönlichkeit, die von einer oder mehreren, in dem Dekret des Rates der französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung der allgemeinen Organisation des Hochschulunterrichts in den Hochschulen oder in dem Dekret des Rates der deutschsprachigen Gemeinschaft vom 27. Juni 2005 zur Schaffung einer Autonomen Hochschule erwähnten Hochschulen abhängen.

In Übereinstimmung mit Artikel 10 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 und den Artikeln 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 dürfen nur die vom ÖDW WBF nach Stellungnahme des Referenzzentrums zertifizierten Diensteanbieter die Leistungen für den Technologie-Scheck erbringen.

Der Diensteanbieter kann bestimmte Teile seiner Leistung nur dann an Subunternehmer vergeben, wenn dies zur ordnungsgemäßen Erfüllung seiner Leistung unerlässlich ist, und er nicht imstande ist, sie selbst durchzuführen. Die an Subunternehmer vergebenen Teile dürfen nicht mehr als fünfzehn Prozent des Preises der Leistung darstellen. Der Diensteanbieter stellt im Laufe der gesamten Leistung eine Dokumentation zusammen, durch die er deren vollständige und ordnungsgemäße Ausführung bescheinigen kann.

Art. 8 - § 1. Der Diensteanbieter führt eine allgemeine und analytische Buchhaltung über seine Aktivitäten, die es möglich macht, für jede mit einem oder mehreren Technologie-Scheck(s) abgedeckte Leistung die Herkunft - was den Kunden oder den Geldgeber betrifft - und die Zweckbestimmung - was die Leistung betrifft - jedes der registrierten Produkte zu identifizieren.

§ 2. Der Diensteanbieter reagiert positiv und innerhalb einer angemessenen Frist auf jede Anfrage der Kontrollbehörden für die Technologie-Scheck-Regelung. Auf Anfrage dieser Behörden hin lässt er unentgeltlich innerhalb seiner Räumlichkeiten Kontrollvorgänge im Zusammenhang mit einer Reihe Antragsakten zu, für die er Leistungen erbringt bzw. erbracht hat.

§ 3. Der Diensteanbieter bewahrt alle buchhalterischen oder sonstigen Dokumente in Bezug auf die Antragsakten für Technologie-Schecks auf, für die er Leistungen erbracht hat, solange der ÖDW WBF ihm von dieser Aufbewahrungspflicht nicht ausdrücklich entbunden hat.

KAPITEL IV — Scheck "geistiges Eigentum"

Art. 9 - § 1. Ziel des Schecks "geistiges Eigentum" ist es, die Nutzung der (wissenschaftlichen und strategischen) Information in Sachen Patente zu Zwecken der technologischen Entwicklung zu fördern.

Dieser Scheck ist Gegenstand einer europäischen Mitfinanzierung im Rahmen des Europäischen Fonds für regionale Entwicklung (EFRE). Letzterer wird durch die Verordnung (EU) Nr. 1303/2013, die Verordnung (EU) Nr. 1301/2013 und die Programmplanungsdokumente geregelt.

Die beihilfefähigen Kosten, die mit dem Scheck "geistiges Eigentum" gedeckt werden, fallen unter den Pfeiler "Beratung" des elektronischen Portfolios des Unternehmens.

§ 2. Die mittels des Schecks "geistiges Eigentum" beihilfefähigen Kosten sind solche in Bezug auf:

- 1° die Neuheitsrecherche zu Zwecken der Patentfähigkeit;
- 2° die Recherche zu Zwecken der Bestimmung der Handlungsfreiheit;
- 3° die Recherche nach Anfechtungsgründen;
- 4° den Stand der Technik;
- 5° die Patent-Kartographie;
- 6° die Einführung einer Technologieüberwachung.

In Bezug auf Ziffer 1 wird die Recherche vor der Hinterlegung eines Patentantrags geführt. Sie ermöglicht es, zu bestimmen, ob die Erfindung patentfähig ist und ob sie vor einem bestimmten Stichtag verbreitet wurde. Diese Recherche besteht darin, bei einer maximalen öffentlichen Beteiligung von 3.000 Euro pro Leistung den Stand der Technik zu bestimmen.

In Bezug auf Ziffer 2 zielt die Recherche darauf ab, zu prüfen, ob ein Produkt oder ein Prozess auf dem Markt frei benutzt werden kann. Sie findet zum Zeitpunkt statt, wo die technische Charakterisierung des Produktes, des Prozesses, der Zusammensetzung, usw.... feststeht, d.h. im Idealfall gerade vor der Vermarktung. Die maximale öffentliche Beteiligung beläuft sich auf 6.000 Euro pro Leistung.

In Bezug auf Ziffer 3 zielt die Recherche darauf ab, Dokumente zu identifizieren, durch welche die durch ein ausgestelltes Patent geschützte Erfindung vorweggenommen werden kann. Sie besteht also darin, bei einer maximalen öffentlichen Beteiligung von 6.000 Euro pro Leistung jeden Anspruch aufgrund des Stands der Technik hinfällig zu machen.

In Bezug auf Ziffer 4 handelt es sich um die umfassende Suche nach allen Patenten und einschlägigen Dokumenten (außer Patenten). Diese Recherche konzentriert sich nicht auf eine einzige Erfindung, sondern sammelt bei einer maximalen öffentlichen Beteiligung von 3.000 Euro pro Leistung alle Referenzen zu einem bestimmten technischen Fachbereich.

In Bezug auf Ziffer 5 handelt es sich, bei einer maximalen öffentlichen Beteiligung von 7.500 Euro pro Leistung, um eine gründliche Untersuchung von Referenzen (Patente oder nicht-Patente) zur Unterstützung der Beschlussfassung in Sachen Business-Strategie.

In Bezug auf Ziffer 6 handelt es sich, bei einer maximalen öffentlichen Beteiligung von 1.500 Euro pro Leistung, um eine Phase des Aufbaus einer dem Geschäft des antragstellenden Unternehmens angepassten Überwachung der technologischen Entwicklungen einschließlich der Patente, ohne jedoch deren weitere Verfolgung zu gewährleisten.

Die Leistungen reihen sich vollständig in die Strategie der intelligenten Spezialisierung (S3) ein, die am 3. September 2015 von der Wallonischen Regierung genehmigt wurde.

Die ausgewählten Projekte tragen zu den erwarteten Ergebnissen der Maßnahme 2.2.1.2 des operationellen Programms EFRE 2014-2020 bei.

Die potentiellen positiven Auswirkungen sowohl auf die Akteure des Unternehmens als auch auf dessen Leistungen in Sachen Wettbewerbsfähigkeit, Innovation, Nachhaltigkeit oder Chancengleichheit müssen vom Leistungsempfänger nachgewiesen werden.

Der Vorrang wird den Projekten gegeben, deren Ergebnisse oder messbare Auswirkungen kurz- oder mittelfristiger Art sind, ohne die Dauer der Programmplanung zu überschreiten.

§ 3. Bei den beihilfefähigen Kosten nach § 2 darf es sich nicht um identische oder wiederkehrende Kosten handeln.

Die Dienstleistungen in Bezug auf die beihilfefähigen Kosten nach § 2 werden binnen sechs Monaten ab der Zulässigkeit der Akte erbracht.

Jede Leistung im Wert von über 4.000 Euro ist Gegenstand eines dem Antrag beigefügten ausführlichen Kostenvorschlags. In diesem Fall enthält der Leistungsbericht die ausgeführten Hauptaufgaben samt Timesheet sowie die detaillierten Ergebnisse, die erzielt worden sind.

§ 4. Die Beihilfe entspricht fünfundsechzig Prozent des Gesamtbetrags der beihilfefähigen Kosten und der Höchstbetrag der öffentlichen Beteiligung an der Übernahme der beihilfefähigen Kosten nach § 2 beläuft sich auf 45.000 Euro je Dreijahreszeitraum und Unternehmen.

Art. 10 - Die Diensteanbieter sind, je nach Fall, folgende:

1° das Belgische Amt für geistiges Eigentum ("Office belge de la propriété intellectuelle" - OPRI);

2° ein Patentinformationszentrum oder PATent LIBrary (PATLIB);

3° ein für Erfindungspatente zugelassener Vertreter;

4° ein vom Europäischen Patentamt (EPA) anerkannter Spezialist im Bereich der Patentinformation (*Prior Experience Recognition*).

In Übereinstimmung mit Artikel 10 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 und den Artikeln 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 dürfen nur die vom ÖDW WBF zertifizierten Diensteanbieter nach Stellungnahme des Referenzzentrums die Leistungen für den Scheck "geistiges Eigentum" erbringen.

Der Diensteanbieter darf nicht die Leistung an einen Subunternehmer vergeben und stellt im Laufe der Erbringung seiner gesamten Leistung eine Dokumentation zusammen, durch die er deren vollständige und ordnungsgemäße Ausführung bescheinigen kann.

Art. 11 - § 1. Der Diensteanbieter führt eine allgemeine und analytische Buchhaltung über seine Aktivitäten, die es möglich macht, für jede mit einem oder mehreren Scheck(s) "geistiges Eigentum" abgedeckte Leistung die Herkunft - was den Kunden oder den Geldgeber betrifft - und die Zweckbestimmung - was die Leistung betrifft - jedes der registrierten Produkte zu identifizieren.

§ 2. Der Diensteanbieter reagiert positiv und innerhalb einer angemessenen Frist auf jede Anfrage der Kontrollbehörden für die Regelung über den Scheck "geistiges Eigentum". Auf Anfrage dieser Behörden hin lässt er unentgeltlich innerhalb seiner Räumlichkeiten Kontrollvorgänge im Zusammenhang mit einer Reihe Antragsakten zu, für die er Leistungen erbringt bzw. erbracht hat.

§ 3. Der Diensteanbieter bewahrt alle buchhalterischen oder sonstigen Dokumente in Bezug auf die Antragsakten für die Schecks "geistiges Eigentum" auf, für die er Leistungen erbracht hat, solange der ÖDW WBF ihn von dieser Aufbewahrungspflicht nicht ausdrücklich entbunden hat.

KAPITEL V — *Schlussbestimmungen*

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am 8. April 2019 in Kraft.

Namur, den 4. April 2019

P.-Y. JEHOLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202952]

4 APRIL 2019. — Ministerieel besluit houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake innovatie, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio

De Minister van Economie en Onderzoek,

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 1, § 3, 1°, 3° en 4°, 2, eerste lid, 6, § 1, derde lid, en § 2, lid 1 en 2, 1° en 2°, 7, § 1, eerste lid, en § 2, lid 1 en 3, 1° en 2°, 9, § 1, eerste lid 1, en § 2, 10, § 2, lid 1 en 2, en § 3, eerste lid, 11, 12, 14, leden 1, 1°, 2°, 3°, 5° en 6°, en 2, 37 en 38, tweede lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de artikelen 5, 6, 7, 20 en 22;

Gelet op het verslag van 12 december 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 31 januari 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 maart 2019;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 5 februari 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit ministerieel besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 21 december 2016: het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

2° het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017: het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

3° de "SPW EER": de "Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche" (de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling, Onderzoek);

4° webplatform: de webapplicatie, bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 6°, van het decreet van 21 december 2016, toegankelijk op het adres www.cheques-entreprises.be;

5° onderneming: de onderneming bedoeld in artikel 1, § 1, lid 1, 2°, van het decreet van 21 december 2016 en die niet onder de volgende sectoren valt:

a) de sector visvangst en aquacultuur (NACE-BEL-code: 03.);

b) de sector primaire productie van landbouwproducten (NACE-BEL-code: 01.1 tot 01.5).

6° Verordening (EU) nr. 1303/2013: Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling, het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, houdende algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad en de daaruit voortvloeiende gedelegeerde handelingen;

7° Verordening (EU) nr. 1301/2013: verordening (EU) nr. 1301/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 betreffende het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling en de specifieke bepalingen met betrekking tot de doelstelling "Investeren in groei en werkgelegenheid" en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1080/2006;

8° de programmeringsdocumenten: het Operationeel programma en de Aanvulling op de programmering van het OP EFRO "Wallonie-2020.EU", beschikbaar op de website <http://europe.wallonie.be>.

Art. 2. § 1. De steun toegekend in het kader van dit besluit betreft de geïntegreerde portefeuille met betrekking tot de thematiek "innovatie". Die thematiek omvat twee cheques:

1° de technologiecheque;

2° de cheque "intellectuele eigendom".

§ 2. De dossiers in verband met de steun van het geïntegreerd portfolio worden behandeld door de personeelsleden van niveau A, B, C of D zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van de "SPW EER".

De beslissing over de ontvankelijkheid van de betaling, de controle en invordering van de steun van het geïntegreerd portfolio wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de Directeur-Generaal van de "SPW EER".

HOOFDSTUK II. — *Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de cheques uit de thematiek "innovatie"*

Art. 3. De door het platform gegenereerde chequeaanvraag van de onderneming wordt gedagtekend en ondertekend.

De door het platform gegenereerde overeenkomst tussen onderneming en dienstverlener wordt gedagtekend en ondertekend en kan aangevuld worden met elementen die specifiek zijn voor de gevraagde steun, bepaald door de "SPW EER".

Het *de-minimis*attest, die op het platform gedownload kan worden, wordt gedagtekend en ondertekend, en wordt eveneens bij de overeenkomst gevoegd.

Het door het platform gegenereerde prestatieverslag wordt gedagtekend en ondertekend en kan aangevuld worden met elementen die specifiek zijn voor de gevraagde steun, bepaald door "DGO6".

De onderneming voegt bij de overeenkomst het op het platform te downloaden KMO-attest, gedagtekend en ondertekend.

Art. 4. Het percentage van de steun met betrekking tot de in aanmerking komende kosten van de innovatiecheques bedraagt vijftien procent.

Het totaal bedrag van de overheidssteun dat per begunstigde over een periode van drie jaar in het kader van de cheques "innovatie" toegekend wordt, is beperkt tot 90.000 euro.

Art. 5. In geval van uitputting van de begrotingskredieten of stopzetting van de in artikelen 6, § 1, lid 2 en 9, § 1, tweede lid, bedoelde financiering wordt het in artikelen 6, § 4 en 9, § 4 bedoelde percentage van de steun verlaagd tot vijftig procent.

HOOFDSTUK III. — *Technologiecheque*

Art. 6. § 1. De technologiecheque strekt ertoe, het onderzoek, de technologische ontwikkeling en de innovatie te versterken door de investeringen van de ondernemingen te begunstigen in R&D, door banden en samenwerkingsverbanden te ontwikkelen tussen de ondernemingen, de R&D-centra en de sector van het hoger onderwijs.

De technologiecheque wordt medegefinancierd door de Europese Unie in het kader van het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling (EFRO). Dit valt onder Verordening (EU) nr. 1303/2013, Verordening (EU) nr. 1301/2013 en de programmeringsdocumenten.

De in aanmerking komende kosten die door de technologiecheque gedekt worden, vallen onder de pijlers "advisering" en "coaching" van de elektronische portefeuille van de onderneming.

§ 2. De types kosten die in aanmerking komen via de technologiecheque zijn de kosten betreffende:

1° de verkennende fase:

a) verruimde technologische sturing (behalve digitale technologieën);

b) voorafgaande tests, berekeningen en analyses;

2° de technische haalbaarheidsfase :

a) gehele of gedeeltelijke uitvoering van een bestek met het oog op het ontwerpen en/of het aanpassen van producten, procédés en diensten, evenals de bijstand bij de keuze van één of meerdere dienstverleners;

b) bekrachtiging van het procédé, het product of de dienst ontwikkeld via de uitvoering van tests en analyses, energiebalansen, de uitwerking van specifieke controlemethodes, de optimalisering van testprotocollen en hun bekrachtiging;

c) de ontwikkeling van prototypes voor de verwezenlijking van laboratoriumtests;

d) onderzoekswerken in verband met de aanpassing van de resultaten aan de specifieke kenmerken van de onderneming in het geval van technologietransfers;

3° de ontwikkelingsfase van nieuwe producten, procédés en diensten :

a) uitvoering van studies voor de evaluatie van de levenscyclus van nieuwe producten en de impact in termen van duurzame ontwikkeling van de ontwikkelde procédés, producten en diensten;

b) begeleiding bij het voorbereiden van de industrialisering : steun bij het uitwerken van het technisch bestek, het ontwerpen van het productieschema en het technisch vestigingsschema, bij het uitwerken van de packaging.

De prestaties moeten volledig in het kader van de slimme specialisatiestrategie passen (S3), goedgekeurd door de Waalse Regering van 3 september 2015.

De geselecteerde projecten dragen bij tot de verwachte resultaten van maatregel 2.2.1.2 van het Operationeel programma 2014-2020 van het EFRO.

De potentiële positieve impact zowel op de actoren van de onderneming als op de prestaties van de onderneming in termen van concurrentievermogen, innovatie, duurzame ontwikkeling of gelijke kansen zal door de begunstigde bewezen moeten worden.

Voorrang zal gegeven worden aan projecten waarvan de resultaten of de meetbare gevolgen in de korte of middellange termijn passen, zonder de duur van de programmering te overschrijden.

§ 3. De in paragraaf 2 bedoelde in aanmerking komende kosten mogen niet identiek noch terugkerend zijn.

De dienstverleningen met betrekking tot de in aanmerking komende kosten bedoeld in paragraaf 2 moeten binnen de twaalf maanden na de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd worden.

Elke prestatie die meer dan 4.000 euro kost is onderworpen aan een gedetailleerde kostenraming die bij de aanvraag gevoegd wordt. In dit geval bevat het prestatieverslag de belangrijkste taken die uitgevoerd zijn, met de timesheet en de gedetailleerde resultaten die bereikt zijn.

§ 4. De steun vertegenwoordigt vijftenzeventig procent van het totaalbedrag van de in aanmerking komende kosten en het maximumbedrag van de overheidssteun in de tenlasteneming van de in aanmerking komende kosten bedoeld in paragraaf 2, bedraagt 45.000 euro, per periode van drie jaar en per onderneming.

§ 5. Worden uitgesloten van de in aanmerking komende kosten :

1° terugkerende maatregelen of testen;

2° het in overeenstemming brengen van ontwikkelde producten, procédés of diensten;

3° de metingen of tests voor producten die niet eigen zijn aan de begunstigde;

4° de metingen of tests die niet tegen de marktprijs gefactureerd worden.

Art. 7. § 1. De dienstverleners, waarvan de lijst op het webplatform beschikbaar is, zijn :

1° erkende onderzoekscentra in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië;

2° onderzoekscentra die over een eigen rechtspersoonlijkheid beschikken, die afhangt van één of meerdere hogescholen bedoeld bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 tot vaststelling van de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen en bij het decreet van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap van 27 juni 2005 houdende oprichting van een autonome hogeschool.

Overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 21 december 2016 en artikelen 12 tot 14 van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2017 mogen enkel door de "SPW EER" gelabelde dienstverleners, na advies van het referentiecentrum, de dienstverleningen met betrekking tot de technologiecheque uitvoeren.

De dienstverlener kan bepaalde onderdelen van de prestatie enkel in onderaanneming geven indien dit nodig is voor de zorgvuldige uitvoering ervan en indien hij niet in staat is dit zelf uit te voeren. De in onderaanneming gegeven onderdelen mogen niet meer dan vijftien procent van de prijs van de prestatie vertegenwoordigen. De dienstverlener stelt in de loop van de prestatie documenten op zodat hij kan bewijzen dat de dienstverlening volledig en in overeenstemming uitgevoerd is.

Art. 8. § 1. De dienstverlener voert een algemene en analytische boekhouding van zijn activiteiten die het mogelijk maakt om voor elke dienstverlening die door een of meer technologiecheque gedekt wordt, de herkomst wat de klant of de geldschieder betreft te bepalen, alsook de toewijzing, wat de dienstverlening betreft, van elk van de geregistreerde producten.

§ 2. De dienstverlener reageert positief en binnen een redelijke termijn op elk verzoek van de autoriteiten die toezicht houden op de regeling inzake technologiecheques. Op verzoek van die autoriteiten verwelkomt hij kosteloos in zijn installaties toezichtinspecties in verband met een reeks dossiers waarin hij de prestaties uitvoert of uitgevoerd heeft.

§ 3. De dienstverlener bewaart alle documenten, al dan niet boekhoudkundig, met betrekking tot de dossiers inzake technologiecheques waarin hij de prestaties uitgevoerd heeft, zolang de "SPW EER" hem niet uitdrukkelijk vrijgesteld heeft van de verplichting om deze te bewaren.

HOOFDSTUK IV. — *Cheque "intellectuele eigendom"*

Art. 9. § 1. De cheque "intellectuele eigendom" heeft als doel het gebruik van de wetenschappelijke en strategische informatie in verband met octrooien, met het oog op de technologische ontwikkeling, te bevorderen.

Deze cheque wordt medegefinancierd door de Europese Unie in het kader van het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling (EFRO). Dit valt onder Verordening (EU) nr. 1303/2013, Verordening (EU) nr. 1301/2013 en de programmeringsdocumenten.

De in aanmerking komende kosten gedekt door de cheque "intellectuele eigendom" vallen onder de pijler "advies" van het elektronische portfolio van de onderneming.

§ 2. De soorten kosten die in aanmerking komen met betrekking tot de cheque "intellectuele eigendom" zijn de kosten betreffende :

- 1° het onderzoek naar vernieuwing met het oog op octrooierbaarheid;
- 2° het onderzoek met het oog op de exploitatievrijheid;
- 3° het onderzoek voor tegenstelling;
- 4° de state-of-the-art;
- 5° de cartografie octrooi;
- 6° de invoering van een technologische bewaking.

Wat punt 1° betreft wordt het onderzoek gevoerd vóór het indienen van een octrooiaanvraag en maakt het mogelijk te bepalen of de uitvinding octrooierbaar is en of die vóór een kritische datum bekendgemaakt is. Dit onderzoek bestaat erin om de stand van de techniek te bepalen met een maximale overheidssteun van 3000 euro per prestatie.

Wat punt 2° betreft gaat het onderzoek na of een product of een procédé exploitatievrij is op de markt. Het moet worden uitgevoerd op het ogenblik dat de technische karakterisering van het product, van het procédé, van de samenstelling... stopgezet is, idealiter juist voor het op de markt brengen. De maximale overheidssteun bedraagt 6.000 euro per prestatie.

Wat punt 3° betreft heeft het onderzoek tot doel documenten te identificeren die de uitvinding beschermd door een verleend octrooi zouden kunnen voorzien van een vroegere datum. Het beoogt dus het ongeldig maken van de eisen in verband met de stand van de techniek met een maximale overheidssteun van 6.000 euro per prestatie.

Wat punt 4° betreft gaat het om een volledig onderzoek van alle octrooien en documenten van de literatuur (buiten de octrooien). Het onderzoek brengt niet één enkele uitvinding onder de aandacht, maar het verzamelt alle referenties die betrekking hebben op een bepaald technisch domein met een maximale overheidssteun van 3.000 euro per prestatie.

Wat punt 5° betreft gaat het om een diepgaande analyse van octrooi en niet-octrooi referenties tot ondersteuning van de strategische besluitvorming inzake business met een maximale overheidssteun van 7.500 euro per prestatie.

Wat punt 6° betreft gaat het om de stap voor de opbouw van een technologische bewaking met inbegrip van de octrooien en aangepast aan de business van de vragende onderneming zonder evenwel de opvolging ervan te verzekeren met een maximale overheidssteun van 1.500 euro per prestatie.

De prestaties passen volledig in het kader van de slimme specialisatiestrategie S3), goedgekeurd door de Waalse Regering van 3 september 2015.

De geselecteerde projecten dragen bij tot de verwachte resultaten van maatregel 2.2.1.2 van het Operationeel programma 2014-2020 van het EFRO.

De potentiële positieve impact zowel op de actoren van de onderneming als op de prestaties ervan in termen van concurrentievermogen, innovatie, duurzame ontwikkeling of gelijke kansen zal door de begunstigde bewezen moeten worden.

Voorrang zal gegeven worden aan projecten waarvan de resultaten of de meetbare gevolgen in de korte of middellange termijn passen, zonder de duur van de programmering te overschrijden.

§ 3. De in paragraaf 2 bedoelde in aanmerking komende kosten mogen niet identiek noch terugkerend zijn.

De dienstverleningen met betrekking tot de in aanmerking komende kosten bedoeld in paragraaf 2 moeten binnen de zes maanden na de ontvankelijkheid van het dossier uitgevoerd worden.

Elke prestatie die meer dan 4.000 euro kost is onderworpen aan een gedetailleerde kostenraming die bij de aanvraag gevoegd wordt. In dit geval bevat het prestatieverslag de belangrijkste taken die uitgevoerd zijn, met de timesheet en de gedetailleerde resultaten die bereikt zijn.

§ 4. De steun vertegenwoordigt vijfenzeventig procent van het totaalbedrag van de in aanmerking komende kosten en het maximumbedrag van de overheidssteun in de tenlasteneming van de in aanmerking komende kosten bedoeld in paragraaf 2, bedraagt 45.000 euro, per periode van drie jaar en per onderneming.

Art. 10. De dienstverleners zijn de volgende :

- 1° de Dienst voor de intellectuele eigendom (DIE);
- 2° een octrooi-informatiecentrum of PATent LIBrary (PATLIB);
- 3° een erkende mandataris inzake uitvindingsoctrooien;
- 4° een deskundige in de octrooi-informatie (Prior Experience Recognition) erkend door het Europees Octrooi-bureau (EOB).

Overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 21 december 2016 en artikelen 12 tot 14 van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2017 mogen enkel door de "SPW EER" gelabelde dienstverleners, na advies van het referentiecentrum, de dienstverleningen met betrekking tot de cheque "intellectuele eigendom" uitvoeren.

De dienstverlener mag de prestatie niet uitbesteden en stelt in de loop van de prestatie documenten op zodat hij kan bewijzen dat de dienstverlening volledig en in overeenstemming uitgevoerd is.

Art. 11. § 1. De dienstverlener voert een algemene en analytische boekhouding van zijn activiteiten die het mogelijk maakt om voor elke dienstverlening die door een of meer cheque "intellectuele eigendom" gedekt wordt, de herkomst wat de klant of de geldschieter betreft te bepalen, alsook de toewijzing, wat de dienstverlening betreft, van elk van de geregistreerde producten.

§ 2. De dienstverlener reageert positief en binnen een redelijke termijn op elk verzoek van de autoriteiten die toezicht houden op de regeling inzake de cheque "intellectuele eigendom". Op verzoek van die autoriteiten verwelkomt hij kosteloos in zijn installaties toezichtinspecties in verband met een reeks dossiers waarin hij de prestaties uitvoert of uitgevoerd heeft.

§ 3. De dienstverlener bewaart alle documenten, al dan niet boekhoudkundig, met betrekking tot de dossiers inzake de cheques "intellectuele eigendom" waarin hij de prestaties uitgevoerd heeft, zolang de "SPW EER" hem niet uitdrukkelijk vrijgesteld heeft van de verplichting om deze te bewaren.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepaling*

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 8 april 2019.

Namen, 4 april 2019.

P.-Y. JEHOLET